

# Les examens des BTS : retour sur les principales dates d'un sujet devenu...

3 minutes

---

Alors que les examens de BTS reprennent ce lundi 10 mai 2021, la question du maintien ou non de ces examens a fait l'objet d'un intense débat au cours des derniers mois, jusqu'à devenir un sujet quotidien dans les médias. À l'origine, il y a un collectif, armé de deux comptes Twitter : "BTS en détresse", qui demande la validation du diplôme sur la base du contrôle continu. Des premiers tweets aux requêtes déposées auprès du Conseil d'État, AEF info retrace la visibilité montante du sujet. Et identifie plusieurs points de bascule.



Le Conseil d'État a décidé, fin avril 2021, que les épreuves d'examen des BTS (année universitaire 2021) pourront avoir lieu. Il a en effet rejeté le 30 avril 2021 deux requêtes qui lui ont été adressées par des étudiants et associations ([lire sur AEF info](#)). AEF info identifie plusieurs points de bascule qui ont placé sur le devant de la scène des étudiants en BTS, leurs examens terminaux et la demande de certains de valider leur diplôme sur la base du contrôle continu et non d'un examen terminal en présentiel. Cette année, 185 000 élèves sont concernés par ces examens.

Si la frise ne s'affiche pas correctement, [cliquez ici](#).

"BTS en détresse", un collectif désormais organisé

4 800 abonnés sur Twitter, 3 000 personnes intégrées à une boucle Telegram, création de visuels et de vidéos, une présence récurrente dans les médias ou en soutien d'actions en justice... Le collectif "BTS en détresse" a grandi et s'est structuré en l'espace de deux mois. Au départ, en mars 2021, il comptait 400 abonnés sur Twitter, avec une boucle Whatsapp de 200 personnes.

Le 22 avril, jour de conférence de presse du gouvernement sur la situation épidémique ([lire sur AEF info](#)), une chaîne Twitch, co-animée par des membres du collectif et un représentant de l'Unef, a proposé un live pour commenter les annonces. [Un site](#) recense aussi, depuis le 25 avril, des témoignages d'étudiants en BTS qui expriment leur mal-être. En cinq jours, plus de 700 témoignages ont été recensés.

Enfin, le 5 mai 2021, deux membres du collectif ont eu un entretien avec des représentants du MESRI et du MENJS. Sans que cela ne soit suivi par des annonces.